

J. Gravereau :  
Cours "Indispensable Asie", janvier - février 2002

n.116:  
**Le pétrole en mer de Chine méridionale:  
enjeux pour la région**

Stefan Zeugner  
Etudiant CEMS, Majeure Economie



Structures chinoises à Mischief Reef (Spratlys), 1999

**Résumé:**

Ce devoir vise à décrire la situation politique au mer de Chine méridionale. Des importantes réserves pétrolières se trouvent dans la région et la moitié de la flotte commerciale mondiale traverse la mer par année. Elle est caractérisée par des petits îlots et récifs au milieu (groupés dans les « Paracels » et « Spratlys ») qui n'étaient pas occupé par un état jusqu'à la deuxième guerre mondiale et après. Depuis les années 70, six pays (Brunei, PRC, Malaisie, Philippines, RPC et Vietnam) ont déclaré leur souveraineté sur les Spratlys et en ont occupé plusieurs chacun – évolution qui a mené à des incidents violents. Pendant les années 90, l'évolution du conflit a transformé les Spratlys à un barreau de poudre qui pourrait incendier la région entière.

A part d'une description de l'histoire récente et de la base législative des réclamations, j'essaie de dessiner une courte analyse stratégique du comportement des gouvernements concernés... et là je me suis concentré à la Chine, que j'aperçoit comme la clé au conflit et son solution.

Je m'excuse en avant pour tous les fautes de grammaire et les phrase un peu « excentriques » dans ce texte : J'ai tenté d'éliminer tous ceux que j'ai trouvé – mais, à cause de ma nationalité autrichienne et vu la courte durée de mon séjour en France je n'étais probablement pas capable à éviter toutes fautes.

## **La mer de Chine méridionale : importance stratégique :**

### *Caractérisation :*

La mer de Chine méridionale s'étend sur plus de 2 000 000 km<sup>2</sup> : du détroit de Formose au nord jusqu'au détroit de Karimata au sud. Les îles de Sumatra, Kalimantan, Palawan, Luçon et Taiwan constituent ses limites vers le sud et l'est. La partie méridionale et orientale est compromise par des eaux peu profondes qui sont truffées par plus de 200 petits îlots et récifs, la plupart localisés dans deux groupes d'îles, les "Spratlys" et les "Paracels". Comparable aux autres mers péri-continentales, des grandes ressources hydrocarbures ont été découvertes près des littoraux et des réserves beaucoup plus vastes sont présumées autour des deux groupes d'îles. Les réserves pétrolières prouvées dans la région s'élèvent à 7,7 millions de barreaux (mdb), et la production actuelle annuelle à environ 1,8 mdb. Ces chiffres se rapportent aux régions côtières, tandis que les régions "offshore" ne sont presque pas explorées. Les estimations le plus prudentes (USA) tablent sur des réserves de quelques 28 mdb offshore, dont 10 mdb dans les îles Spratly. De l'autre côté, les réserves estimés par des sources chinoises<sup>1</sup> atteignent même les 213 mdb, seulement pour le territoire des Spratlys! Mais, en considérant les difficultés dans ce monde marin, les expertises s'attendent à un maximum de 10% des réserves qui peuvent être exploitées. Concernant le gaz naturel, les sources chinoises parlent de 2000 billions m<sup>2</sup> (bm<sup>2</sup>) de gaz dans la mer entière, tandis que les reports américains les plus optimistes s'attendent à 266 bm<sup>2</sup> (ce sont quelques deux tiers des réserves hydrocarbures entières). En addition, autour les îles riches en plancton se trouvent des populations importantes de poissons (notamment du thon), dont la pêche de tous les pays voisins dépend.

### *Comportement économique :*

La mer est entourée par les économies avec la croissance la plus vite du monde : selon les pronostiques (moyennes), la consommation pétrolière de l'Asie orientale en voie de développement devrait s'accroître de 3% en rythme annuel pendant les 20 années prochaines, et la demande pour le gaz naturel même par 7% par an. Les réserves régionales ne suffisent pas pour satisfaire cette demande, et les importations des hydrocarbures des pays arabes et africains deviennent de plus en plus essentiel pour le développement des économies asiatiques. Surtout les pays les plus développés d'Asie (le Japon, la Corée du Sud et Taiwan) sont totalement dépendant des importations des matières premières (en outre : surtout le fer) provenant des autres parts de l'Asie et d'Afrique. Et ces flux passent tous par la mer de Chine méridionale (dont 60%-80% des besoins énergétiques des trois pays riches).

De plus, les quantités considérables de marchandises croisent la mer (les exportations vitales pour la croissance s'effectuent presque tous par la voie maritime) : Deux ports d'importance globale, Singapour et Hongkong, se trouvent au bord de cette mer - en plus, la moitié des 20 ports les plus grands du monde est située au nord de la mer. 40 000 navires commerciaux traversent la mer par année, soit la moitié du tonnage mondial. Donnés ces flux et le vide de contrôle, un tiers de la piraterie mondiale s'effectue dans ces eaux.

Le rôle du passage de premier ordre et des ressources hydrocarbures considérables impliquent que le contrôle de la mer soit de la plus grande importance pour les pays voisins (y compris la Chine et Taiwan), la Corée et le Japon, et, de plus, pour la Russie et notamment pour les Etats-Unis.

### **Appétits rivaux - les débuts :**

Tandis que les bordures vers les autres mers sont contrôlés par des anciens alliés américains, le centre de la mer, dominé par les petits îlots inhabités dans le passé, n'a jamais eu de l'importance stratégique jusqu'à la deuxième Guerre mondiale, quand la marine japonaise a utilisé les Spratlys comme base pour la conquête du sud-est asiatique et le contrôle de la navigation dans la mer de Chine méridionale. Après la guerre les îles n'étaient qu'utilisées comme bases temporaires par des pêcheurs. Seulement Itu Aba, la plus grande des Spratlys, tient une base permanente de la RC depuis 1946.

Pendant la deuxième guerre d'Indochine et après la rupture entre l'URSS et la Chine, les conflits dans la région étaient dominés par la crise latente entre ces deux puissances. Après le rapprochement du Vietnam à Moscou, la Chine était déterminée de résister l'encerclement potentiel soviétique qui menaçait du sud : premièrement le Vietnam a rendu des bases à l'Armée rouge, deuxièmement il

---

<sup>1</sup> Dans cet article, les mots "Chine" et "chinois" réfèrent à la République Populaire de Chine (RPC), tandis que "République chinoise" (RC) est utilisée simultanément avec "Taiwan".

visait à élargir sa dominance sur l'Indochine entière. Surtout après 1972<sup>2</sup> la Chine était implicitement d'accord avec les Etats-Unis et ses alliés asiatiques de contenir l'influence soviétique dans la mer de Chine méridionale. Même s'il existaient des disputes territoriaux entre la Chine et les pays ASEAN (de ce temps là, c'est-à-dire sans Vietnam, Cambodge, Laos et Myanmar), ils se taisaient pour la lutte commune en Cambodge et aux frontières du Vietnam.

En janvier 1974, une flottille de la MALP (marine de l'Armée de libération populaire) a vaincu trois navires sud-vietnamiens et a pris contrôle des îles Paracel. La motivation provenait des soucis qu'un Vietnam uni communiste pourrait rendre les îlots à l'Armée rouge et, en addition, ce mouvement permettait plus de contrôle sur les eaux frontalières méridionales chinoises (plus le Golfe du Tonkin) et donnait un tremplin vers les Spratlys au Sud. La Chine s'en a servi et a établi (comme le Vietnam) de plus et plus des postes et bases dans les Spratlys. Cette évolution a culminé en 1988, quand la MALP a coulé des navires vietnamiens avec 77 marins.

Pendant ce temps, trois autres gouvernements ont découvert leur intérêt dans la région pétrolière : en 1975 la Malaisie a commencé d'établir des forteresses aux Spratlys, les Philippines en 1979; même le Brunei a clamé le droit à une petite partie de la mer.

## **Les réclamations et leur base juridique :**

### *La convention de la loi maritime de 1982 :*

Article 3 affirme que chaque état a le droit d'établir une zone territoriale jusqu'à 12 lieues nautiques de son littoral.

*Articles 55 - 75* définissent la zone exclusive économique (ZEE) qui donne le droit d'exploitation économique jusqu'à 200 lieues du littoral.

*Articles 76 et 77* définissent la plate-forme continentale et le droit d'exploitation jusqu'au talus continental.

*Article 121* constate que des rochers qui ne supportent pas la vie humaine n'ont aucune ZEE ou plate-forme continentale.

L'établissement des postes militaires aux Spratlys vise définitivement à se procurer des points de souveraineté qui ne sont pas comprises dans l'article 121.

### *Les deux Chines :*

En 1947, la RPC a produit une carte avec neuf lignes indéfinies qui encerclent presque la mer entière (même une zone revendiquée par l'Indonésie) et s'appuient sur des réclamations historiques basées sur l'expédition navale de *Zheng He* en 1403-1433. Cette réclamation a été renforcée par une loi en février 1992. La Chine en tient le droit de s'établir à tous les îlots, même si elle reconnaît que les réclamations des autres nations existent. Le Taiwan tient ses droits des mêmes faits historiques et entretient une base sur la plus grande des Spratlys.

### *Vietnam :*

Le Vietnam s'appuie sur le principe de la plate-forme continentale et sur des faits historiques pour lesquelles il a produit des preuves archéologiques. De plus, il a proclamé que les Paracels et les Spratlys ont été réclamés par la France en 1930 et que les Spratlys ont fait partie de l'Annam (Etat ancêtre du Vietnam). Dans le Golfe du Tonkin, il existent aussi des réserves pétrolières considérables, qui sont des points de conflit potentiel avec la RPC.

### *Philippines :*

Les Philippines tiennent leur droit des articles 55-75 et ont proclamés que huit îlots nommés Kalayaan ("pays de la liberté") ont été "découverts" par un Filipino en 1956 et ne faisaient jamais partie des Spratlys. L'armée philippine a occupé huit îlots et placé des signes sur d'autres.

### *Malaisie :*

La Malaisie s'appuie sur le principe de la plate-forme continentale de Kalimantan et occupe trois îlots au moment.

### *Brunei :*

Ses réclamations prennent pour base la projection étroite des 200 lieues de la ZEE. Le Brunei n'a jamais occupé une des Spratlys.

---

<sup>2</sup> Visite historique de Nixon en Chine

Les six contestataires n'ont pas accordé leurs zones réclamées, c'est-à-dire que tous les ZEEs individuelles se chevauchent.

## **Les développements pendant les années 90 :**

### *Tentatives de réconciliation pacifique :*

Après la retraite de l'URSS (pendant la fin des années 80) et cet affaiblissement implicite du Vietnam, l'Indonésie a tenté de se rapprocher à une solution du conflit. A Bali, des conférences informelles prenaient lieu chaque année où participaient des hauts fonctionnaires et personnes académiques chinois, taiwanais, vietnamiens, laotiens, cambodgiens et des six pays ASEAN du temps : C'était le seul forum régional de sécurité où les deux Chines participaient au même temps. Cette "confidence-building mesure" permettait la discussion libre des problèmes qui affectent la région entière mais offrait aux gouvernements la possibilité de ne pas tenir compte des résultats. Les participants s'arrangeaient à constituer des "groupes de travail" communs qui traitaient la recherche, la protection de l'environnement et même quelques matières légales. Néanmoins, la question de souveraineté ne devait pas être touchée. Les partis participants ont confirmés (1) qu'ils aient l'intention de ne pas utiliser la violence pour résoudre le conflit, (2) qu'ils cherchent à trouver des solutions coopératives pour le "bénéfice mutuelle" (3) et qu'ils n'entreprennent aucune mesure qui pourrait compliquer le conflit.

En juin 1992, l'Indonésie jouait l'hôte à une conférence référée à comme "dialogue de Jogjakarta", qui visait à trouver des solutions aux questions de souveraineté - mais cette conférence était un échec. Suite à Jogjakarta, l'issue était le centre des négociations au forum ASEAN et à l'ARF (ASEAN Regional Forum) qui comprenaient toutes les grandes puissances importantes de la région. Même si les partis ont réaffirmé leur intention de résoudre leurs disputes pacifiquement, les contestataires ne pouvaient pas se mettre d'accord sur des négociations institutionnalisées. Malgré cela, les ministres des affaires étrangères ASEAN ont déclaré ensemble la "ASEAN Declaration on the South China Sea" qui pressait pour la coopération régionale concernant la sécurité de navigation, la protection de l'environnement, le sauvetage maritime et la lutte contre la piraterie et la contrebande - résolution qui a trouvé le soutien immédiat du Vietnam.

### *Première phase – La Chine contre le Vietnam :*

Cette déclaration a été substantiellement influencée par les actions chinoises qui se passaient en même temps que les représentants chinois étaient assis avec leurs partenaires – non seulement l'implémentation d'une loi qui renforçait la réclamation chinoise (février 1992), mais de plus la MALP détenait vingt navires commerciaux vietnamiens pour quatre mois. En juillet 1992, le gouvernement chinois a donné une concession pétrolière dans les eaux clamées par le Vietnam à la société américaine Crestone. Le même temps les patrouilles et garnisons chinoises dans la mer ont été renforcées considérablement. En 1993, dans le cadre des conférences annuelles à Bali, la Chine a refusé une nouvelle tentative de négociation formelle.

Parallèlement à cette politique d'obstruction, le gouvernement de Beijing essayait d'initier des négociations bilatérales avec ses contestataires – notamment avec le Vietnam (le pays sans alliés) qui préférait un accord multilatéral. Les petites hostilités entre les deux Etats (surtout des excursions dans le terrain réclamé par l'adversaire) devenaient de plus en plus fortes et violentes – et en 1994 les observateurs s'attendaient à un éclat.

Mais une action imprévue changeait le centre d'intérêt.

### *Deuxième phase – La Chine contre les Philippines :*

Après la détention des pêcheurs chinois par les Philippines (et la détention des pêcheurs philippines par la Chine vice versa) les Philippines ont accusé la Chine d'une rupture de la loi internationale le 8 février 1995 : selon le gouvernement philippin, la Chine a établi des structures fortifiées à Mischief Reef et y a stationné des navires. Par contre les responsables chinois ont déclaré que cela n'étaient que des casemates temporaires des pêcheurs.

Mischief Reef est un petit récif submergé par la marée haute, à environ 135 lieues de Palawan (Philippines). Les constructions n'ont été découvertes que dans un état très avancé, parce que les Philippines manquent une force militaire capable de surveiller l'archipel entier et son allié, les USA n'effectuait pas de patrouilles de reconnaissances dans ce territoire.

Le lendemain, Manille ne poursuivait pas des actions violentes mais essayait de solidariser la communauté internationale, surtout l'ASEAN et les Etats-Unis. Des menaces philippines de se rendre au Conseil de Sécurité et la Court Internationale n'étaient pas crédible, vu la puissance de Beijing

dans l'ONU. Même si le support par l'ASEAN était presque muet, certains pays entre eux, le Vietnam et les Etats-Unis se proclamait favorable pour le côté philippine.

Par conséquence, le gouvernement philippine a initié un programme de modernisation des forces navales (aussi pour lutter contre un mouvement insurgent au sud de l'archipel). Des négociations bilatérales en 1995 étaient sans succès et les hostilités continuaient : notamment par l'éradication des symboles de souveraineté aux petits îlots inhabités et par l'arrestation des pêcheurs jusqu'en 2001 (action la plus récente), évolution qui a culminé en 1996 dans une bataille entre un navire de guerre philippine et trois canonnières présumées chinoises. Plusieurs fois la marine philippine a éperonné et coulé des pêcheurs chinois.

Des incidents moins graves se sont passé aussi entre le Vietnam et les Philippines : il s'agit notamment des violations du droit de souveraineté par des pêcheurs.

### *Troisième phase – Réconciliation :*

Pendant les dernières années la Chine a continué à fortifier ses positions, et elle a visé à construire une ligne droite de contrôle de Hainan jusqu'à Mischief Reef. Cependant elle a tenté à clarifier le conflit et à calmer les hostilités. L'étape la plus importante était la ratification chinoise du principe de la ZEE et de la plate-forme continentale conforme à la convention internationale en 1998. De nouveau le gouvernement de Beijing a offert des négociations bilatérales à ses contestataires – et il s'est finalement arrangé de trouver une solution au conflit frontalier dans le Golfe du Tonkin : En décembre 2000 le président vietnamien a signé un accord à Beijing qui règle définitivement les frontières des ZEEs des deux voisins dans le Golfe du Tonkin, mais qui ne touche pas la question des Paracels et Spratlys. Ce traité était le fruit d'un rapprochement sino-vietnamien qui a normalisé les relations entre les deux pays.

Cependant les relations entre Beijing et Manille sont restées froides : depuis 1999, les Philippines cherchent de plus en plus à s'allier avec le bouclier des Etats-Unis – des exercices jointes (près des Spratlys) ont signalisé cette amitié renouvelé. Des propositions par le côté philippine de s'accorder à un "code of conduct" avec la Chine (principalement un traité qui vise à arrêter les nouvelles constructions aux Spratlys) ont été refusé par la RPC.

En 1999, l'ASEAN a proposé encore une fois un "code of conduct" à Beijing, qui a encore une fois trouvé une réponse négative. En contrepartie, le ministère des affaires étrangères chinois a proposé pour la première fois une exploitation commune et multilatérale, suggéré longtemps par des experts étrangers. Malgré cette preuve de volonté, aucun progrès dans cette direction a eu lieu jusqu'aujourd'hui (les mots laissent certainement beaucoup d'espace d'interprétation).

## **Analyse stratégique – la Chine :**

### *La Chine d'une point de vue géopolitique :*

La Chine est perçue comme la force la plus agressive dans le conflit. Quelles sont ses motivations pour ce comportement?

Principalement la Chine est une puissance majeure et ascendante, entouré par des voisins hostiles et sans zone tampon. Le côté le plus faible est définitivement situé au sud-est – les "petits" pays et leurs querelles offrent une opportunité de s'étendre par la maxime "divide et impera". De plus les deux anciens adversaires dans la région se sont retraités (ou disparu, dans le ca de l'URSS) et cela a offert d'espace pendant les années 90.

Pour les ambitions chinoises de puissance globale il s'agit certainement de contrôler sa propre court et d'établir un certain "bouclier" où au moins ses forces armées ont une certaine liberté de mouvement. Vers le côté de l'USA, la stratégie de l'ALP consiste dans le contrôle de la "première chaîne d'îles" : Japon, Ryukyu, Taiwan, Philippines, Kalimantan,...et les détroits stratégiques qui barrent la mer ouverte à la MALP. Mais au moment la Chine est encore loin d'avoir des forces navales qui soient capable d'opérer à la mer haute. Il s'agit plutôt du contrôle des mers péri-continentales et là surtout de la mer de Chine méridionale.

Le contrôle des voies de transport pour les économies riches en Asie de l'Est donne aussi un avantage stratégique – surtout si on considère le jeu de pouvoir pour Taiwan, où il serait souhaitable de gagner une position plus forte pour un conflit potentiel.

Et n'oublions pas que les ressources importantes sous cette mer constituent une priorité pour le pays affamé d'énergie.

En Chine contemporaine, le nationalisme est en train de remplacer le communisme comme première idéologie pour mobiliser les masses et légitimer la politique extérieure. Cette évolution force le PCC de

prendre une position plus rigide comme avant – ne pas seulement sous l'influence populaire mais aussi de l'ALP qui cherche l'expansion pour les raisons décrits en avant (De plus, les Spratlys pourraient constituer un champs d'exercice pour se préparer à des opérations amphibies de grand ordre). Mais il existent aussi des joueurs intéressés à contenir cette expansion : Pour la croissance fragile en Chine les relations extérieures sont extrêmement importantes. Cela implique que la Chine (et surtout le ministère des affaires étrangères – MAF) est conscient de garder un environnement stable. D'un côté le MAF ne veut pas de l'instabilité à un côté économiquement important pour le pays, d'autre côté il cherche à éviter des sanctions économiques où une confrontation avec les Etats-Unis. En addition, les ressources à utiliser pour des grandes opérations militaires manqueraient d'autre part.

### ***La MALP – force ascendante :***

Mais en diplomatie, c'est aussi le degré de violence potentielle qui compte. Au début des années 90, les chances de la Chine de gagner une opération amphibie contre un des adversaires dans les Spratlys étaient marginales. Ses navires n'étaient que des vieux bateaux et sous-marins pour la défense littorale – les meilleures de la production autochtone avec moins de 4.000 t et des technologies et tactiques totalement antiques. Le total de l'infanterie marine comprenait quelques 7.000 hommes (stationnés à Hainan) et l'armée de l'air était incapable de mener de attaques précises à longue distance. Surtout les capacités anti-navires étaient limitées au littoral.

Depuis la réorientation de la défense nationale vers Taiwan et les Spratlys, l'ALP a suivi un programme de modernisation considérable où les forces navales et aériennes jouent un rôle majeur – soutenu par une croissance extraordinaire de son budget (estimé à presque 70 milliards d'Euros en 2002). La MALP tient déjà un tiers du budget des nouvelles acquisitions, et cherche de plus à développer des armes indigènes. Le développement autochtone a fait peu de progrès jusqu'au moment (à part du navire "Luhu"), donc la modernisation se fait principalement par l'achat des armes occidentales. L'Israël et la France (Exocet) constituent les sources principales pour l'armement, et les avions et navires les plus sophistiqués sont d'origine russe. Notamment l'achat de deux navires "Sovremenny" (8500 t) et 4 sous-marins "Kilo" des années 80 a amélioré les capacités de la MALP. En addition, l'armée de l'air a reçu 80 nouveaux avions de combat Su-27 et Su-30 et elle a entrepris de utiliser ses vieux bombardiers pour le ravitaillement aérien. Un grand programme national vise à compléter le premier porte-avions du pays jusqu'à 2010. Les capacités de transport marin et aérien tiennent peu des ressources et sont limités à transporter 10.000 soldats à la fois.

Les forces citées sont en effet les seuls capables de effectuer un combat contre les armées modernes de certains pays ASEAN et notamment de Taiwan.

### ***La stratégie chinoise des années 90 :***

En somme la Chine tentait pendant les années 90 de tenir le mieux des faits. Pendant dix ans elle a établi une "muraille chinoise" de Hainan jusqu'à Mischief Reef et en construisant des terrains d'atterrissage pour avions et hélicoptères. La stratégie était de créer des faits accomplis en occupant des îlots inhabités : Pendant la première moitié de la décade, l'adversaire principal était le pays le plus faible, le Vietnam. Hanoi, isolé, a compris que la Chine essayait d'en profiter par la proposition des accords "bilatéraux". La réaction juste était de s'aligner aux Etats ASEAN (et les joindre en 1995) pour qui le nouveau danger n'était plus le Vietnam, mais la Chine.

Beijing donc a tourné son intérêt vers le côté des Philippines. L'archipel, avec l'armée la plus faible de la région et affaibli par des querelles internes et une guerre civile au sud du pays, s'est éloigné de son vieux allié Washington.

Pour le Vietnam et les Philippines, un front commun des pays ASEAN contre la Chine était souhaitable. Mais les disputes internes, qui se sont aggravés après la crise asiatique, ont empêché une solution parmi les petits pays... En conséquence, Hanoi et Manille ont tourné leur direction. Tant que les Philippines ont cherché à se rapprocher de nouveau aux Etats-Unis, le Vietnam a rétabli ses liens diplomatiques avec la Chine. L'état communiste tente à ne pas avoir un ennemi de plus et plus puissant a son côté – et il est maintenant plus ouvert à des discussions bilatérales.

### **Conclusion et perspectives :**

En dépit des efforts pacifiques, une petite course aux armements a commencé dans la région, qui coûte cher aux contestataires de la Chine. Les efforts de trouver une solution commune (dont l'exploitation jointe comme la plus discuté) ont trouvé quelques réponses positives chinoises, mais ont jamais fait du progrès. L'espérance existe qu'une Chine prospérante aura l'intention d'assurer un environnement stable autour de la mer de Chine méridionale pour sécuriser ses voies de commerce et pour exploiter rapidement les réserves pétrolières dans la région.

La crainte reste que la Chine joue à long terme et vise à utiliser son pouvoir supérieur futur pour soumettre au chantage les pays ASEAN. Ce scénario serait probable, vu le comportement chinois pendant la décade passée. En conséquence l'ASEAN est obligé à agir vite avant que la Chine sera trop puissante. Un accord coopératif et la résolution des querelles internes est donc d'une priorité primaire – sans les deux Chines, si nécessaire. Le joker dans le jeu sont les Etats-Unis, encore la puissance dominante en Asie : Seront-ils poussés dans une position opposée à la Chine où choisiront-ils à établir une amitié relative avec Beijing? Cela dépend sûrement de la question de Taiwan (une solution pacifique du statut de l'île enlèverait un obstacle majeur aux liens sino-américains) et du comportement totale de la Chine au futur : La stratégie extérieure de Beijing ne sera jamais clair (peut-être elle n'existe pas) et elle est très difficile à prévoir. Mais certainement une position forte et unie des pays ASEAN pourrait pousser "l'équilibre du jeu" à augmenter leur profit.

*Stefan Zeugner*

*Etudiant CEMS 3ème année à HEC Grande Ecole, h99671*

*Etudiant de l'Université des Sciences Economiques et Commerciales à Vienne, Autriche*

*e-mail : stefan.zeugner@cemsmail.org*

*Vienne, Autriche : le 14 mars 2002*

### **Sources :**

Kreil, Erik : "South China Sea Region", Energy Information Administration 2002 ;

<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/schina.html>

Legislative Working Committee of the Standing Committee of the National People's congress :

"Exclusive Economic Zone and Continental Shelf Act", ONU 2001 ;

[http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/chn\\_1998\\_eez\\_act\\_order6.pdf](http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/chn_1998_eez_act_order6.pdf)

Pagano, Peter : "The Navy Of The People's Republic Of China : Once And Future Seapower ?",  
globalsecurity.org 1997 ;

<http://www.globalsecurity.org/military/library/report/1997/Pagano.htm>

Paracels Forum : "Paracels dispute and the impacts towards Southeast Asian human life", Paracels  
Forum 2002 ;

<http://members.tripod.com/paracels74/>

Rekacewicz, Philippe : "Appétits rivaux en mer de Chine", Le Monde Diplomatique 1997 ;

<http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/spratlymdv1997>

Rosenberg David : "South China Sea Virtual Library", Australian National University 2002 ;

<http://www.middlebury.edu/SouthChinaSea/>

Snyder, Scott : "The South China Sea Dispute : Prospects for Preventive Diplomacy", United States  
Institute for Peace 1998 ;

[http://www.usip.org/oc/sr/snyder/South\\_China\\_Sea1.html](http://www.usip.org/oc/sr/snyder/South_China_Sea1.html)

Standing Committee of the National People's congress : "Law on the Territorial Sea and the  
contiguous Zone of 25 February 1992", ONU 2001 ;

[http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/CHN\\_1992\\_Law.pdf](http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/CHN_1992_Law.pdf)

Toppan, Andrew : "World Navies Today", Hazegray & Underway 2002 ;

<http://www.hazegray.org/worldnav/>

Valencia, Mark J. : "The Spratly Imbroglia in the Post-Cold War Era" ; dans : Wurfel, D. : "Southeast  
Asia in the New World Order", St.Martin's Press 1996 ;

Works, Benjamin C. : "SIT 01-04-15 : The South China Sea", Strategic Issues Research Institutue U.S.  
2001

<http://adsl10.cjnetworks.com/backissues/2001/SIT%2001-04-15-SChina.txt>

